Burundi : La société civile salue l'issue de la Conférence de Genève

@rib News, 30/10/2012
 Déclaration finale des organisations de la société civile et des media burundais ayant participé à la Conférence des partenaires du Burundi tenue à Genève du 29 au 30 octobre 2012
 Les organisations de la société civile et des media burundais signataires de cette déclaration :
 1. Se réjouissent de l'occasion qui leur a été accordée pour participer aux assises de cette conférence et de l'attention dont le Burundi a été entouré au cours des deux jours.
 2. Félicitent le gouvernement du Burundi pour la réussite dans l'organisation de la conférence, de par le nombre de participation des partenaires qu'il a obtenu.
 3. Se réjouissent de l'équilibre qui a caractérisé les différentes interventions des partenaires du Burundi, en reconnaissant notamment les avancées du Burundi en matière économique et sociale, mais aussi en soulignant les défis qui restent à surmonter dans la gouvernance démocratique qui sont entre autre la lutte contre l'impunité des auteurs des exécutions extrajudiciaires et de grandes malversations économiques, le dialogue politique inclusif en vue d'une bonne préparation des élections de 2015, la garantie des libertés publiques fondamentales, le traitement du passé par une mise en place consensuelle des mécanismes de justice transitionnelle.
 4. Félicitent tous les partenaires qui ont pris part à cette conférence et qui s'engagent à appuyer le Burundi à mettre en œuvre son cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, deuxième priorité nationale ainsi que la stratégie nationale bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.
 5. Appellent le gouvernement du Burundi et ses différents partenaires à tenir, chacun en ce qui le concerne, les engagements pris au cours de cette conférence.
 6. Se réjouissent de la réaffirmation du rôle de la société civile et des media.
 7. S'engagent à travailler en synergie pour renforcer la surveillance et le suivi de la mise en œuvre du CSLP II afin d'en garantir la participation citoyenne, l'efficacité et la redevabilité.
 8. Demandent enfin un apaisement entre tous les partenaires pour mieux jouer leur rôle et encouragent le gouvernement à leur réserver plus d'espace pour faire entendre la voix de la société civile.
 Fait à Genève, le 30 octobre 2012
 Les organisations signataires : FORSC, OLUCOME, PARCEM, OPB, Maison Shalom, OAG, AFRABU, DUSHIREHAMWE, ABUCO, RFP, APFB, COSYBU, STEB, APRODH, AFJB, CAFOB, Adra Burundi, BIRATURABA, ABR, Ligue Iteka.